Ethnographier la violence dans la prostitution

Effets du contexte, effets du terrain et force des émotions

Sibylla Mayer

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/pa/495>

DOI : 10.4000/pa.495

ISSN : 2273-0362

Éditeur

Université Lumière Lyon 2

Édition imprimée

ISBN : 1634-7706

ISSN : 1634-7706

Référence électronique

Sibylla Mayer, « Ethnographier la violence dans la prostitution », *Parcours anthropologiques* [En ligne], 11 | 2016, mis en ligne le 20 décembre 2016, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/pa/495> ; DOI : 10.4000/pa.495

Ethnographier la violence dans la prostitution. Effets du contexte, effets du terrain et force des émotions

Sibylla Mayer

Chaire Hoover, Université Catholique de Louvain, Belgique

ANNONCE ET RECEPTION DU MEURTRE D'UNE TRAVAILLEUSE DU SEXE

En février 2012, peu de semaines après la soutenance de ma thèse de doctorat sur la prostitution de rue et ses lieux à Luxembourg¹, lors d'une rencontre exploratoire dans un Ministère en vue de préparer un projet post-doctoral, mon interlocuteur, un conseiller de gouvernement de l'Etat luxembourgeois, pour illustrer l'importance d'une sécurisation des lieux de prostitution, évoqua le meurtre récent d'une personne s'y prostituant. Décontenancée par cette révélation et par le fait de l'apprendre dans ce contexte précis, je parvins à accuser le coup sans laisser paraître mon désarroi. Mon premier réflexe fut de « penser » qu'il devait s'agir de l'une des jeunes femmes africaines récemment arrivées, que je ne connaissais donc pas, travaillant tard la nuit sur les trottoirs de « l'ancien tapin » du quartier Gare, lieu de prostitution clandestin (la prostitution y étant interdite par voie de règlement communal) à Luxembourg-Ville. Faisant des recherches dès mon retour à la maison, j'ai trouvé l'information discrètement relayée par la presse de la découverte du corps d'un homme sur un parking à proximité de la Gare.

Il s'était alors passé une année environ depuis la fin de mon enquête de terrain que j'avais pour partie réalisée en m'engageant en tant que bénévole dans une structure active dans la prévention en milieu prostitutionnel². J'étais restée en contact avec des personnes rencontrées sur le terrain, tant travailleuses sociales que travailleuses sexuelles, et je peinais à croire qu'il pouvait s'agir de la mort violente d'une personne que je connaissais, avec qui j'avais ri et échangé durant les trois années passées en leur compagnie. N'osant pas, par pudeur et par crainte de voyeurisme, appeler la responsable de la structure pour me renseigner davantage, j'ai attendu quelques semaines

¹ Préparée en cotutelle internationale entre l'Université Paris Ouest Nanterre et l'Université du Luxembourg, la thèse doctorat de sciences sociales et sociologie intitulée *Lieux de prostitution. Une analyse sociologique de la prostitution de rue à Luxembourg* a été soutenue en janvier 2012.

² Enquête réalisée de début 2008 à fin 2010, comprenant une ethnographie des lieux de prostitution, des recherches d'archives et la réalisation d'entretiens.

supplémentaires avant d'obtenir confirmation de mon appréhension en même temps que des détails sur une mort sordide. Patricia (il s'agit là de son « vrai » nom de trottoir), travailleuse sexuelle transgenre, avait été tuée par un client qui l'avait violemment assommée avec une barre de fer. J'avais rencontré Patricia dès mes premiers jours sur le terrain et si nous n'avions pas de « relation d'enquête » approfondie, elle m'a souvent fait rire et suscité mon admiration par la force de sa présence. Ce sont des collègues de trottoir qui ont trouvé son corps et donné l'alerte permettant d'arrêter le meurtrier.

L'annonce de cette mort m'était d'abord parvenue de façon distanciée dans une situation formelle. Pour faire bonne figure et me protéger de l'impact émotionnel, mon imagination s'est immédiatement portée sur l'image stylisée et abstraite d'une « prostituée vulnérable » : une jeune femme récemment arrivée de loin, sans nom et sans visage, exerçant sur un lieu de prostitution clandestin. Ce n'est que progressivement, par moments successifs, que j'ai pu saisir cette mort, et du coup, en être pleinement saisie.

C'est en juillet 2012, en marge d'un congrès de sociologie, où m'étais rendue pour participer à un atelier consacré aux recherches sur les sexualités, qu'est survenu le doute : et quoi si je m'étais trompée dans mon approche de « la prostitution »³ ? La remise en question fut brutale : tout en travaillant sur la violence dans la prostitution, m'étais-je voilée la face en faisant trop peu de cas de la violence dont ces personnes sont l'objet ? Avais-je porté le regard uniquement là où je voulais voir, à travers la violence, une possibilité d'agir, certes limitée et contrainte ? Avais-je construit des combattantes et des combattants là où la réalité fabrique des victimes et des combattus ? Mon travail, d'un seul coup, m'en semblait inique, faussé, inutile.

C'était peu de jours après avoir participé à une conférence organisée par le Ministère de l'égalité des chances luxembourgeois sous le titre « Prostitution et société », lors de laquelle différentes options politiques et sécuritaires avaient été débattues. À cette occasion, j'avais avancé des arguments contre une approche répressive basée sur la prohibition. J'avais également parlé du meurtre de Patricia avec une personne qui l'avait connue. Succédant au moment politique de cette conférence, le contexte davantage réflexif du congrès et les discussions informelles entre collègues se prêtaient sans doute à une remise en question de l'orientation donnée à mon travail. L'impulsion fut d'ordre émotionnelle : j'étais submergée et par la confrontation à la mort d'une personne que j'avais connue et par ce qu'elle suscitât en termes de retour sur ma démarche.

³ Les termes utilisés sont loin d'être neutres et l'emploi du terme « prostitution » charrie d'autres connotations que celui de « travail du sexe ». Dans cet article, j'ai choisi de maintenir le terme « prostitution » dans la mesure où il est au cœur des controverses abordées ; son utilisation sans guillemets dans la suite du texte ne doit pas faire oublier qu'il est le fruit d'un ensemble de constructions socio-historiques situées.

Cet article⁴ me permet de revenir sur cette émotion, la douleur – qui est une émotion « après-coup » : après la discussion de thèse, après la recherche, mais surtout après la mort d'une personne connue pendant la recherche – et de la mettre en perspective avec d'autres émotions ressenties au contact du terrain et de son contexte politique, dont en premier lieu la colère et un sentiment de révolte.

LES EMOTIONS COMME MOTEUR OU FILTRE DE LA RECHERCHE

Que les émotions, les affects et, de façon plus générale, la subjectivité soient partie de l'expérience de l'enquête est devenu un constat classique de l'anthropologie et, plus largement, des sciences sociales. Dès *L'Afrique fantôme*, Michel Leiris (1934) défend l'« expérience incarnée » de l'enquête ethnographique et réhabilite la subjectivité comme un moyen privilégié de connaissance. Georges Devereux, dans *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement* (1967), place l'étude des émotions de l'observateur au rang d'outils heuristiques, au même titre que les perturbations induites par sa présence. Plus récemment, dans un manuel destiné aux étudiants s'initiant à la description ethnographique, François Laplantine (1996), recourant à un registre davantage sensoriel, met l'accent sur les sens et la sensibilité du chercheur dans sa capacité à saisir et à décrire le monde social. Dans *L'engagement ethnographique*, Daniel Céfai (2010) définit à son tour la pratique de l'ethnographie comme une expérience liant indissociablement des dimensions affectives, sensibles et morales, dans laquelle le corps de l'enquêteur fonctionne comme une « plaque sensible » recevant les impressions des événements et des rencontres du terrain. Mais c'est peut-être surtout l'article « *Etre affecté* » de Jeanne Favret-Saada (1990) qui est mobilisé dès lors qu'il s'agit de réfléchir à la place de l'affect (y compris de « l'affect non représenté ») dans la pratique du terrain. Suivant l'anthropologue, la capacité de se laisser atteindre, voire altérer par l'expérience terrain est une étape préliminaire à la compréhension.

Or, l'ensemble des sciences sociales ne partage pas l'approche dont j'ai tracé quelques contours. Alors que certaines approches proposent en effet d'intégrer les émotions dans un « point de vu situé, ému et engagé » (Villani *et al.*, 2014), d'autres préconisent de les contenir, voire de s'en dégager dans un effort de neutralité. Une question centrale au débat entre « objectivistes » et « subjectivistes » est de savoir si les émotions et les affects suscités au contact d'un terrain peuvent rendre aveugle à certains aspects du monde social étudié, ou si *travailler avec* est au contraire une condition nécessaire.

Il semble utile de déplacer la question. D'avantage que d'appréhender les émotions et affects comme le « produit » d'une rencontre et dans la « saisie »

⁴ Il fait suite à une présentation orale lors d'un colloque consacré aux défis éthiques, émotionnels et pratiques de la recherche de terrain qui s'est tenu à Louvain-la-Neuve en 2013.

d'un terrain, cet article propose d'interroger un positionnement donné au prisme du resurgissement « après-coup » d'une émotion forte, survenue une fois le terrain « clos », ainsi que les conséquences en termes de repositionnement. Il s'agit donc moins de trancher ce que les émotions vécues au contact du terrain ont permis ou non de voir, que de savoir ce qu'elles ont rendu possible après coup en termes analytiques et réflexifs. En cela, ma démarche puise dans les réflexions de Renato Rosaldo, développées dans *Culture and Truth* (1989), quant au repositionnement survenu après la mort accidentelle de son épouse lors d'une expédition de terrain, lui ayant permis de revenir sur ses interprétations antérieures quant au deuil chez les chasseurs de tête Ilongot. À sa suite, j'avance que la compréhension ne résulte pas tant de l'émotion que du fait d'être repositionné par son propre vécu.

Sortie de l'isolement relatif auquel contraint la rédaction d'un manuscrit, je me suis trouvée confrontée à l'annonce d'une mort violente. Le meurtre d'une personne rencontrée sur le terrain a induit une remise en question de mon positionnement par rapport à un objet controversé : la prostitution. Or, ce n'est pas tant le concours temporel qui doit être souligné que le fait que j'avais précisément consacré une part importante de mon travail à la place de la violence dans le partage de l'espace par les personnes exerçant la prostitution de rue à Luxembourg⁵. Avec l'annonce que l'une d'entre elles fut tuée par un client, j'ai dû me confronter à la question sidérante de savoir pourquoi j'avais, délibérément, choisi de travailler sur la violence entre personnes qui exercent la prostitution, reléguant dans le même temps au second plan la violence exercée par des tiers, notamment par les clients. Dans quelle mesure m'étais-je refusée à voir cette violence ? La colère suscitée par l'instrumentalisation de l'amalgame entre violence et prostitution dans l'appui d'une cause politique, en occurrence la « pénalisation du client » défendue, au Luxembourg au moment de l'enquête, par des député-e-s socialistes et leurs allié-e-s féministes, abolitionnistes et conservateur-e-s, m'avait-elle rendue inaccessible la violence dont les personnes travailleuses du sexe sont les victimes ? D'autre part, les conditions d'observation de la violence des clients ou des tiers étaient-elles réunies et autorisées par le dispositif d'enquête ? Pour répondre à ces questions, il importe d'esquisser les contours de l'enquête et de la situer dans son contexte politique. Je développe ensuite trois articulations possibles entre violence et prostitution qui me permettent d'avancer des arguments en faveur de l'analyse de la violence dans la prostitution par les sciences sociales. Dans le dernier temps, je reviendrai sur la force des émotions dans la pratique du terrain.

⁵ Voir en particulier le chapitre 7, « L'ordre social des lieux de prostitution » (Mayer, 2012).

LE TERRAIN D'ENQUETE...

À Luxembourg-Ville, capitale du Grand-duché, la prostitution de rue se déroule au moment de l'enquête dans la partie ouest du quartier Gare, secteur réputé chaud de la ville. Elle est alors majoritairement exercée par des femmes, mais également par des personnes transgenres ainsi que des travestis (selon l'auto-désignation de ces hommes qui exercent la prostitution « en femme »). Leur origine nationale et ethnique est variée et change en fonction des mouvements migratoires et de la circulation transfrontalière. Si des personnes d'origine luxembourgeoise, française, portugaise, belge ou allemande exercent dans la rue⁶, la plupart des femmes et des personnes transgenres (mais non des travestis) sont engagées dans un parcours migratoire dans lequel le Luxembourg constitue une étape plus ou moins provisoire. Les pays de provenance sont principalement la Bulgarie, la Roumanie et le Nigéria pour les femmes, l'Equateur et le Brésil pour les transgenres.

Au Luxembourg, la prostitution est tolérée mais son exploitation par un tiers et le racolage, appréhendé comme trouble à l'ordre public, sont interdits. Pour endiguer la présence visible des personnes exerçant dans la rue, le conseil communal de Luxembourg-Ville a adopté en 2001 une politique de zonage par voie d'un règlement communal⁷. Ce règlement interdit la prostitution sur la voie publique, tout en l'autorisant dans une zone délimitée, à l'écart d'habitations, entre 20h et 3h. Peu respecté depuis son entrée en vigueur, il a eu pour conséquence que, au moment du terrain, le quartier était divisé en lieux de prostitution clandestins et tolérés (Mayer, 2012).

L'étude portait sur les enjeux soulevés par l'existence, dans la capitale, de ce périmètre urbain relativement central dédié à la prostitution de rue, sur sa gestion politique et sur ses usages à échelle microsociologique. La segmentation spatiale introduite par l'existence d'une zone de tolérance, dont les occupants ne s'exposent pas à des poursuites pour exposition publique en vue de la prostitution, s'est avérée être source de conflits récurrents entre personnes exerçant dans la rue. Je me suis par conséquent efforcée à penser cette violence que certains sociologues ou anthropologues français avaient décrits en termes de luttes pour l'occupation des territoires (Welzer-Lang *et al.*, 1994 ; Pryen, 1999 ; Mathieu, 2000 ; Deschamps, 2003, 2006).

Mon accès aux lieux de prostitution s'est fait par le biais d'un engagement auprès d'une structure active dans la prévention en milieu prostitutionnel. Cette structure d'accueil propose un accompagnement social, médical et

⁶ Lors du recensement général de la population de 2011, la capitale compte environ 95 000 habitants, dont un tiers seulement de nationalité luxembourgeoise, suivi des résidents français (14,3%) et portugais (14,1%). (Source : Statec RP2011 et Université du Luxembourg, Premiers résultats n°22, août 2013). En 2011, 151 516 frontaliers (France, Belgique et Allemagne) ont travaillé au Luxembourg (Statec, Regards n°8, mai 2015) ; s'y ajoutent les personnes qui viennent exercer la prostitution et qui ne sont pas recensées en raison du caractère clandestin de leur activité.

⁷ À ce sujet, voir Mayer, 2015.

psychologique de bas seuil, c'est-à-dire non conditionné à l'arrêt de la prostitution. Plusieurs soirs par semaine, des acteurs de prévention vont à la rencontre des personnes exerçant la prostitution sur la voie publique. En participant à ces activités et en accompagnant des éducatrices, médiatrices culturelles et infirmières dans le travail de rue, il m'a été possible d'observer les interactions entre personnes travailleuses du sexe, avec les clients, avec les forces de l'ordre et avec des tiers. Cependant, ma présence, légitimée sur les lieux de racolage par la participation au travail de prévention et par son acceptation relative⁸, devenait inimaginable sur les lieux de passe (voiture garée dans des endroits discrets de la voie publique, appartement privé, studio ou chambre d'hôtel) où l'acte sexuel rétribué est abrité des regards. S'il m'a donc été donné d'observer des agressions verbales de la part de clients et de tiers dans les espaces publics, les conditions pour une ethnographie des violences verbales et physiques de la part des clients dans les espaces privés, au moment ou après l'acte sexuel n'étaient, de fait, pas remplies.

Dans les espaces publics, les insultes, humiliations et moqueries de la part de jeunes personnes en quête de sensations constituent la plupart des agressions observées. Sur les lieux de racolage, les interactions se déroulent sous le regard scrutateur des collègues de trottoir qui apporte une sécurisation relative (Pryen, 1999 ; Mathieu, 2002). Les échanges avec les clients, souvent de très courte durée, y sont généralement exempts de violences manifestes. Des violences subies au moment de l'échange sexuel, fréquemment liées à des tentatives de vol d'argent ou au refus de payer, m'ont toutefois été rapportées.

...ET SON CONTEXTE POLITIQUE

Le démarrage de l'enquête coïncidait avec les débats publics suscités par une proposition de loi, annoncée dès l'été 2007 et déposée en mars 2008 par quatre député-e-s du parti ouvrier socialiste luxembourgeois, qui vise à lutter contre la prostitution par l'interdiction de l'achat de services sexuels⁹. Se réclamant d'une approche abolitionniste¹⁰ et du « modèle suédois »¹¹, les défenseur-e-s et sympathisant-e-s de cette proposition – un ensemble

⁸ À ce propos, voir Mayer, 2011.

⁹ Proposition de loi sur la prostitution, n° 5857, Chambre des Députés, session ordinaire 2007-2008, Grand-duché du Luxembourg.

¹⁰ Le mouvement abolitionniste visait, dans un premier temps, l'abolition de la réglementation de la prostitution et non l'abolition de la prostitution. Dans son analyse socio-historique du mouvement en France, Mathieu (2014) montre l'évolution et la polysémie de l'abolitionnisme dans ce pays.

¹¹ La Suède interdit depuis 1999 l'achat de services sexuels. D'autres pays européens lui ont emboité le pas. C'est notamment le cas de la Norvège, de la Finlande, de l'Islande et plus récemment de la France. Minoritaire il y a une décennie, l'approche prohibitive incarnée par la mesure phare de la « pénalisation du client » a récemment séduit jusque dans des pays où la politique de la prostitution ne se revendique pas d'une position abolitionniste, dont l'Allemagne qui reconnaît depuis 2002 la prostitution comme un métier.

hétérogène composé notamment de ministres et député-e-s des partis socialiste et chrétien-conservateur¹² ainsi que de féministes et d'organisations féminines – avançaient l'argument que la prostitution constitue une violence contre les femmes et qu'elle doit à ce titre être combattue.

Simultanément, cette proposition de loi suscitait l'inquiétude des personnes exerçant la prostitution, qui appréhendaient notamment une détérioration de leurs conditions de travail. Ainsi, pendant que les débats publics étaient saturés par les débats sur la prostitution définie comme violence, suscitant l'incertitude auprès des personnes proposant des services sexuels contre rémunération, le terrain me confrontait à la récurrence des comportements violents qui avaient pour enjeu l'occupation des espaces publics et l'accès à la zone où la prostitution est tolérée par voie de règlement communal.

PROSTITUTION ET VIOLENCE

Le décalage entre la place de la violence dans les discours sur « la prostitution » et les violences observées sur les lieux de prostitution appelle une réflexion quant aux différentes articulations entre « violence » et « prostitution », et sur les apports des sciences sociales en la matière. Les trois articulations discutées dans ce qui suit ont été choisies en lien avec l'enquête et son contexte politique. Elles concernent la place de la violence dans le discours abolitionniste contemporain, la violence inhérente à ce discours et, enfin, des manifestations effectives de la violence sur les lieux de prostitution. Loin de présenter les débats sur la prostitution dans toute leur complexité socio-historique, le but est, plus modestement, d'illustrer à partir du cas luxembourgeois et de sa mise en perspective dans le contexte européen, une définition récurrente du problème public de la prostitution¹³.

Travailler sur la prostitution ne revient pas nécessairement à prendre la violence pour objet, ni *a priori* à travailler sur un terrain violent ou dangereux. Et à mettre en lumière la violence dans la prostitution, on pourra sans doute m'objecter que je risque d'ajouter à la stigmatisation d'un objet déjà très chargé publiquement¹⁴. Toutefois, malgré ce risque et avec la prudence requise, je souhaite avancer des arguments en faveur d'une prise en compte empirique des manifestations de cette violence.

¹² Le parti populaire chrétien social formait alors depuis 2004 un gouvernement de coalition avec le parti ouvrier socialiste luxembourgeois.

¹³ Au sens de Gusfield (1981).

¹⁴ Pour un questionnement similaire quant à la stigmatisation d'usagers d'héroïne par l'enquête sur leurs conditions de vie, voir Bourgois et Schonberg, 2009.

La violence dans la définition abolitionniste de la prostitution

La proposition de loi sur la prostitution de 2008 vise une société sans prostitution. S'inspirant de l'exemple suédois, où l'interdiction de l'achat de services sexuels s'inscrit dans le cadre d'une politique d'égalité des sexes, elle vise à interdire le recours à la prostitution. Suivant l'exposé des motifs :

« [...] une société se voulant promotrice de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes à tous les niveaux et dans tous les domaines de la vie doit rejeter et combattre l'idée selon laquelle le corps d'un être humain peut être acheté, vendu, utilisé ou exploité sexuellement ou de quelque façon que ce soit » (Proposition de loi sur la prostitution n° 5857, p. 1).

Les député-e-s rappellent qu'en Suède, la prostitution est considérée comme « un élément de la violence des hommes envers les femmes et les enfants »¹⁵ et soulignent que « [l]e modèle suédois a le mérite de vouloir changer la perception du phénomène de la prostitution ainsi que le rapport entre les sexes vers plus d'égalité entre les hommes et les femmes » (Proposition n° 5857, p. 5). Dans une perspective féministe¹⁶, la prostitution est considérée comme une forme inacceptable de violence et de marchandisation des corps et de la sexualité des femmes au profit des hommes. Simultanément, en référence à la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et pour l'exploitation de la prostitution d'autrui (adoptée par l'assemblée générale des Nations unies en 1949 et ratifiée par le Luxembourg en 1983), elle est présentée comme un phénomène indissociable de la traite des êtres humains, voir comme un « esclavage moderne » (Proposition n° 5857, p. 4). Jean-Michel Chaumont a montré que l'assimilation de la prostitution à la traite est aux fondements même des politiques abolitionnistes contemporaines, depuis les travaux du groupe des experts chargé entre 1924 et 1927 à élaborer un rapport sur la « traite des blanches » pour le compte de la Société des Nations (Chaumont, 2009). C'est au double titre de violence sexuelle et de marchandisation de la sexualité que la prostitution est jugée incompatible avec la dignité et les droits de la personne. Implicite, abstraite et située à un niveau élevé de généralité, cette définition mobilisée est l'héritage d'un jeu d'influence réciproque entre l'abolitionnisme, le féminisme (Mathieu, 2014 ; Machiels, 2016) et le référentiel des droits de l'homme (Maugère, 2009).

Concrètement, la proposition de loi vise à remplacer le délit de racolage, jugé discriminatoire envers les « personnes prostituées », par l'interdiction de l'achat et de la tentative d'achat de services sexuel ; le but étant d'abolir la prostitution sans passer par la criminalisation des victimes. L'argument

¹⁵ Source citée : « La prostitution et la traite des êtres humains », feuillet de documentation, Ministère de l'Industrie, de l'Emploi et des Communications, Stockholm, octobre 2004, p. 1.

¹⁶ Il n'existe pas, à vrai dire, *une* perspective féministe sur la prostitution. Cette dernière exerce un pouvoir clivant qui se reflète dans l'existence de deux entrées pour le mot « prostitution » dans le dictionnaire critique du féminisme (Hirata *et al.*, 2000).

soutenu est que « [l]a prohibition d'utiliser le corps à des fins lucratives vise la diminution de la demande pour endiguer l'industrie du sexe et la traite des êtres humains qui y est liée » (Proposition n° 5857, p. 1). Si le « modèle suédois » fait peser la charge pénale sur les clients, le texte luxembourgeois recommande, de façon originale, de substituer les peines classiques par « la sensibilisation des acheteurs de services sexuels et leur confrontation à la détresse des personnes prostituées » (*Ibid.*, p. 7).

Cette proposition de loi au succès politique mitigé¹⁷ rencontre le soutien d'organisations féministes, dont le Conseil National des Femmes Luxembourg (CNFL) qui réaffirme alors sa conception de la prostitution comme système d'exploitation sexuelle et comme reflet « des rapports de pouvoir inégaux entre les sexes »¹⁸. Sa position reste inchangée en 2012, lorsqu'il réitère sa revendication « en vue de mettre fin [...] au système prostitueur¹⁹ » par

[...] une législation qui sanctionne le client parce que la prostitution est étroitement liée à la criminalité organisée et notamment à la traite des femmes et des enfants, parce que la prostitution constitue, à l'instar de toute exploitation de l'être humain, une violation des droits de la personne, et parce qu'il est impossible de départager une prostitution soi-disant volontaire d'une prostitution forcée » (Communiqué de presse, 12 novembre 2012)²⁰.

La prostitution étant assimilée à la prostitution forcée et à la traite à des fins d'exploitation sexuelle, elle est par définition indissociable de la violence. Cette place centrale accordée à la violence n'est pas spécifique au contexte luxembourgeois. Ainsi, l'appel « pour une Europe libérée de la prostitution »²¹, initiée en décembre 2012 par Lobby Européen des Femmes, le Mouvement du Nid France et la Fondation Scelles, affirme comme argument principal que « la prostitution est une violence » (les autres arguments sont : « la prostitution est une exploitation des inégalités », « une atteinte à la dignité de la personne » et « une violation des droits humains »).

La violence de l'abolitionnisme contre la prostitution

Ronald Weitzer (2007, 2010), Jean-Michel Chaumont (2012b) et Lilian Mathieu (2014) ont montré l'artifice pseudo scientifique de la production

¹⁷ Malgré une forte opposition, la proposition est déclarée recevable par le parlement avant d'être refusée en état par le Conseil d'Etat.

¹⁸ « Prostitution/Abolitionnisme », Résolution du 21 janvier 2008, CNFL. En ligne : <http://www.cnfl.lu/site/prostitution.pdf> ; dernière consultation le 6 septembre 2016.

¹⁹ Forgé par la sociologue féministe française Marie-Victoire Louis, ce néologisme est aujourd'hui largement repris par le mouvement abolitionniste ; à ce sujet, voir Mathieu, 2014.

²⁰ « Demande d'une politique abolitionniste de la prostitution », Communiqué de presse du 12 novembre 2012, CNFL. En ligne : <http://www.cnfl.lu/site/2012%20communiqu%C3%A9%20conf%C3%A9rence%20prostitution.pdf> ; dernière consultation le 6 septembre 2016.

²¹ <http://www.womenlobby.org/get-involved/ewl-campaigns-actions/together-for-a-europe-free-from/the-brussels-call-together-for-a-/?lang=fr> ; dernière consultation le 2 mai 2014.

militante abolitionniste. Pour exemplifier son propos et enrôler pour sa cause, elle opère avec des mécanismes d'exclusion, de réduction en objets de véridiction et de mise sous tutelle. L'abolitionnisme fonctionne également avec le recours à un registre émotionnel, dont Milena Jakšić a montré qu'il se trouve au fondement de la politique de la pitié mobilisée au sujet de la traite des êtres humains (Jakšić, 2011, 2013). Or, relevés dans le contexte des débats luxembourgeois sur l'abolition de la prostitution, leur exclusion des débats, leur réduction à des figures archétypales, le silence sur la diversité des formes d'exercice, ou encore leur transmutation en objets d'expertises prétendant à une vérité universelle, constituent autant d'expressions d'une violence symbolique exercée à l'encontre des travailleurs et travailleuses du sexe.

En 2008, dans l'arène politique luxembourgeoise, se sont opposés deux mouvements contraires : les promoteurs du « modèle suédois » et les défenseurs d'un « modèle allemand » qui plaident pour une légalisation du proxénétisme et la possibilité d'organiser le commerce des prestations sexuelles dans des établissements spécialisés, à l'abri de la visibilité publique. Pour les premiers, les « prostituées » (terme généralement utilisé au féminin), étaient assimilées à l'esclavage sexuel, alors que pour les seconds, elles devaient se répartir entre « prostituées professionnelles » et « victimes de la traite » ; les deux parties excluant un large spectre du continuum des transactions prostitutionnelles.

De l'assimilation de la prostitution à la traite témoigne également le slogan d'une campagne de sensibilisation, lancée en 2008 par le Ministère de l'égalité des chances luxembourgeois en direction des clients de la prostitution : « Se payer une personne prostituée, c'est financer le commerce d'êtres humains ». « Chaque année 2. 450.000 personnes sont victimes de la traite des êtres humains, dont 92% à des fins d'exploitation sexuelle. 98% des victimes exploitées par l'industrie du sexe sont des femmes et des enfants ! (source OIT, 2006) », précise en petit lettrage l'affiche qui représente le corps nu (les seins et le pubis étant floutés) d'une jeune femme, blanche et svelte, emprisonnées sous un film alimentaire dans une barquette en polystyrène munie d'un code barre. Dans le but de lutter contre l'exploitation sexuelle, cette campagne recourt à la représentation stéréotypée de la victime passive et dénuée de toute capacité d'arbitrage, caractéristiques dont Jean-Michel Chaumont (2009) et Milena Jakšić (2011) ont montré qu'elles sont au fondement de l'image idéalisée de la victime de la traite.

Cet amalgame entre prostitution, violence et traite se distille aujourd'hui à travers les grandes orientations européennes en matière de prévention et de lutte contre la traite. Lors d'une conférence tenue à Luxembourg en 2013, Myria Vassiliadou, coordinatrice européenne de la lutte contre la traite des êtres humains, a présenté la Stratégie européenne de lutte contre la traite ainsi que des mesures pour mettre fin à ce phénomène (parmi lesquelles la lutte

c`ntre la pr`stituti`n *via* la p`nalisati`n du rec`urs à la pr`stituti`n)²². À cette `ccasi`n, elle a décrit sa visite dans un refuge p`ur victimes de l'expl`itati`n sexuelle. En exp`sant sa renc`ntre avec des victimes de supplices extrêmes, des cas exemplaires par leur capacité à susciter l'adhési`n ém`ti`nnelle, ce type de disc`urs instrumentalise le vécu des victimes de vi`lences, prend en `tage ses interl`cuteurs et `bscurcit le jugement. Or, ici enc`re, la sélecti`n de récits c`nf`rme à la trame attendue pr`duit une absence : celle d'une par`le plurielle sur les parc`urs et les c`nditi`ns de travail et/`u d'expl`itati`n.

L'absence, v`ire la disqualificati`n, d'autres v`ix p`ssibles tr`uve sa justificati`n dans la prétendue aliénati`n des « pers`nnes pr`stituées », auj`urd'hui « scientifiquement » étayée par le syndr`me de diss`ciati`n p`st-traumatique (David, 2008). En France, le *Post-traumatic stress disorder* (PTSD) est n`tamment thé`risé en lien avec les vi`lences sexuelles par Muriel Salm`na, psychiatre et psych`thérapeute, présidente de l'ass`ciati`n Mém`ire Traumatique et Victim`l`gie et alliée du L`bby eur`péen des Femmes dans sa campagne p`ur une Eur`pe sans pr`stituti`n. Le c`ncept de diss`ciati`n traumatique permet en effet d'inscrire la « fausse c`nscience » dans le dysf`ncti`nnement psychique et neur`bi`l`gique attribué à « l'impact psych`traumatique de la pr`stituti`n sur les pers`nnes pr`stituées »²³. Ce diagn`stic c`nduit à faire impasse sur la pluralité des manifestati`ns effectives de la vi`lence et sur les c`nditi`ns qui la rendent p`ssible.

La violence dans la prostitution

P`ur l'ab`liti`nnisme c`ntemp`rain, la pr`stituti`n c`nstitue une vi`lence sexuelle, al`rs que le sens c`mmun l'ass`cie davantage aux vi`lences et c`ntraintes exercées par les pr`xénètes et les trafiquants d'êtres humains. Une recherche par m`ts clés dans les principaux m`teurs de recherche scientifiques permet de c`nstater qu'une écrasante maj`rité des pr`ducti`ns scientifiques angl`ph`nes sur les vi`lences dans la pr`stituti`n est c`nsacrée aux vi`lences subies par les travailleurs et travailleuses de la part de tiers, y c`mpris par les f`rces de l`rdre. La littérature scientifique franc`ph`ne s'intéresse quant à elle aux c`mp`tements des clients, au harcèlement p`licier et à la répressi`n. En lien avec la vi`lence dans la pr`stituti`n, Lilian Mathieu (2002) décrit la place centrale de la peur quand Ági Földhàzi (2009) analyse les « ficelles du métier » p`ur s'en prémunir. C`lette Parent et Chris Bruckert (2005) év`quent, à juste titre, la stigmatisati`n s`ciale de la pr`stituti`n, enc`re largement admise et partagée, et le dég`ût intime de s`i qui vient parf`is y faire éch`.

²² « Traite des êtres humains dans l'Uni`n eur`péenne : l'esclavage du XXIe siècle. Présentati`n de la Stratégie eur`péenne de lutte c`ntre la traite », c`nférence `rganisée le 10 décembre 2013 par la C`mmissi`n c`nsultative des dr`its de l'h`mme du Grand-duché de Luxemb`urg à l'`ccasi`n de la j`urnée internati`nale des dr`its de l'h`mme.

²³ Muriel Salm`na, « Pr`stituti`n - Amnesty Internati`nal c`mplice de l'expl`itati`n sexuelle des femmes », 12 a`ût 2015, en ligne : <http://sisyphe.rg/spip.php?article5123>; dernière c`nsultati`n le 6 septembre 2016. V`ir également le site <http://www.mem`iretraumatique.rg/>

Cette même littérature est cependant peu diserte sur la place importante qu'occupe la violence dans les rapports quotidiens entre personnes exerçant la prostitution de rue.

Dès mes premiers pas sur le terrain, j'ai été frappée par la place de la violence dans les rapports quotidiens entre personnes exerçant la prostitution. Si la violence n'est pas étrangère à nos vies, elle prend souvent une forme déguisée, indirecte. Dans la rue, elle est sans détour : elle vise et frappe, parfois à peine voilée. Pour autant, elle n'est jamais gratuite. En lien avec l'occupation des espaces publics, j'ai proposé de distinguer trois formes d'expression : la violence ouverte, la violence dissimulée et la violence chronique (Mayer, 2012). La violence ouverte, qui mêle insultes et coups donnés, est la plus manifeste et la plus spectaculaire. Ce n'est donc pas sans raison que cette forme a retenu mon attention, suscitant des émotions contradictoires d'impuissance, de colère, de peur ou de fascination.

Sur les lieux de prostitution, certains soirs l'ambiance change et la routine de l'attente du client semble brisée par un événement particulier, de prime abord insaisissable. L'apprentissage des logiques qui traversent l'organisation des coprésences sur les lieux de prostitution permet de saisir et d'interpréter les changements parfois subis. Alors qu'en apparence, un calme plat semble régner, la tension flottante se cristallise, mobilise les sens et tend les corps dans un état alerte. Un geste, un emplacement vide ou occupé par des personnes qui habituellement ne s'y tiennent pas, un mouvement de fuite, ou encore un simple évitement des acteurs de prévention deviennent autant d'indices à interpréter pour parvenir à une compréhension des événements qui se trament. Quand les lieux sont vides, il est probable qu'un événement important se déroule ailleurs. Quand un silence absolu règne, les cris ou coups risquent de suivre. L'immobilité précède des mouvements au pas de course²⁴.

Dans mon carnet de terrain, j'ai consigné mes observations d'une nuit d'avril 2008 :

Sur l'ancien tapin, deux prostituées sont postées en maîtres des lieux à un croisement de rues qui permet la surveillance des alentours. Leur présence se prolonge. Lors de notre passage, elles nous font signe de loin : elles ne veulent ni de nos préservatifs, ni de notre présence. D'un geste, nous sommes invitées à dégager. Alors qu'on remonte la rue, un groupe de cinq, six femmes parcourt la rue au pas de charge en sens inverse. Les deux prostituées rencontrées plus haut leur font signe et quittent leur emplacement. D'autres encore arrivent depuis le bas de la rue en courant. Au passage, on interpelle une d'entre elles : « Qu'est-ce qui se passe ? » « Evelyne m'a appelé. Elle nous a dit de venir ». Elle rejoint le groupe qui, maintenant fort d'une dizaine de femmes, se dirige vers le parking au bout de la rue. « Elles peuvent être ignobles », commente l'éducatrice que j'accompagne. Il lui semble avoir aperçu une jeune femme monter dans la voiture d'un homme lors de

²⁴ Ce paragraphe et les deux suivants sont une version remaniée d'un extrait de ma thèse de doctorat (p. 439 et suivantes), et font ici l'objet d'une analyse tant spécifique que renouvelée.

notre dernier passage, vingt minutes plus tôt. L'apparition d'une nouvelle venue explique la scène observée.

Les deux prostituées postées en faction à un endroit stratégique ont établi un barrage pour cueillir la nouvelle venue, repérée au moment où elle est montée dans la voiture d'un client : la règle veut que le client la dépose à l'endroit où elle était montée. On sait donc où la trouver.

Stéphanie Pryen appelle à relativiser le mythe du conflit entre personnes exerçant dans la prostitution dans la rue. Elle relève néanmoins que « le territoire constitue bien un enjeu, qu'il faut conquérir, un espace de concurrence pour lequel il faut se battre, parfois physiquement » (Pryen, 1999 : 88). À Luxembourg, la violence verbale et parfois physique frappe de plein fouet les dernières arrivées sur les lieux de prostitution, souvent des femmes migrantes de moins de trente ans. Pour acquérir et maintenir une place, elles sont contraintes de faire face à la violence, d'y répondre, parfois de s'en accommoder dans la durée. À défaut, et surtout lorsqu'il s'agit de personnes seules et sans protection, elles sont forcées à quitter les lieux. C'est cette violence qui est venue se placer au cœur de mon interrogation sur la gestion des lieux de prostitution et la négociation d'un ordre local.

Les comptes rendus d'enquêtes menées en France, pays qui dispose d'un cadre législatif similaire à celui du Luxembourg, décrivent bien les rapports de concurrence entre collègues de trottoir dans l'appropriation des lieux et dans la défense des emplacements (Welzer-Lang *et al.*, 1994 ; Pryen, 1999 ; Mathieu, 2000 ; Deschamps, 2003, 2006). Si Catherine Deschamps accorde une grande importance au cadre légal ainsi qu'à la matérialité des corps et des lieux, Lilian Mathieu met l'accent sur les hiérarchies internes à l'espace de la prostitution. Son approche a l'avantage de s'inscrire dans un cadre théorique fort. Elle s'intéresse cependant davantage à la structure des relations et des positions qu'aux manifestations effectives de la violence et à la signification qu'elle prend pour ceux et celles qui l'exercent.

C'est davantage du côté de la quête de respect, analysée par Philippe Bourgois dans son enquête consacrée à l'économie du crack dans East Harlem, qu'il me semble que se trouve la clé de l'interprétation. Bourgois relève parmi les dealers portoricains un « emploi efficace et systématique de la violence » (2001 : 56) et l'interprète comme un élément clé de la stratégie d'ascension sociale dans l'économie clandestine, nécessaire pour se faire respecter dans la rue par les pairs et par les clients. Or, il en va de la prostitution de rue à Luxembourg comme de la vente du crack à New York plus de vingt ans plus tôt, même si le degré de violence observé par Bourgois est bien supérieur à celui auquel j'ai été confrontée directement. Pour comprendre la violence, encore faut-il la lier aux contraintes, y compris spatiales et légales, qui pèsent sur un groupe de personnes et sur leur activité. À la lutte des places et l'accès à la zone de tolérance s'ajoute la quête de respect et la négociation, au

quotidien, d'un ordre social dans l'exclusion. Il ne s'agit donc pas de réifier ou de célébrer la violence, mais d'en saisir la signification sociale à un moment et dans un contexte donné. Pour y parvenir, j'ai dû me confronter, comme Bourgois, à mes propres émotions – de rage, de colère, d'impuissance, de gêne – face à l'emploi de la violence par mes interlocuteurs.

Le sociologue américain Ronald Weitzer (2010) distingue trois paradigmes relatifs à la prostitution : le paradigme d'oppression, qui analyse la prostitution exclusivement sous angle de l'exploitation sexuelle et de la violence envers les femmes ; le paradigme *d'empowerment* qui, au contraire, envisage la prostitution comme une activité libératrice et émancipatrice en soi ; et le paradigme polymorphe, qui appréhende le phénomène de la prostitution sous ses multiples facettes et en fonction des temps, des lieux, et des formes et conditions d'exercice. Dans cette perspective, il existe (au moins) trois raisons pour les sciences sociales de s'intéresser aux articulations entre violence et prostitution, sur le plan conceptuel et sur le plan empirique. Sur le plan conceptuel, l'hégémonie de la lecture abolitionniste prohibitionniste contemporaine mérite d'être davantage déconstruite et analysée dans son rapport avec « l'espace de la cause des femmes » (Bereni, 2012). Sur le plan empirique, les enquêtes de terrain sur la violence dans la prostitution sont d'autant plus nécessaires que les déclarations politiques font souvent l'économie d'une analyse empiriquement fondée. Le défaut des productions partiales de la prostitution, qui se passent volontiers d'une assise solide ou qui « tordent » les faits pour satisfaire aux fins de leur cause, a été souligné. Enfin, l'absence d'analyses approfondies des conditions d'émergence et de la signification de la violence appelle de nouvelles enquêtes de terrain. Ce sont en effet ces dernières qui sont le plus à même de permettre la prise en compte de la diversité des situations, des trajectoires et des modes d'exercice de la prostitution, dans la mesure où elles permettent d'éviter les pièges auxquels conduit l'assimilation prostitution *a priori* comme une violence et de mieux étudier la violence effective dans la prostitution.

EFFETS DU CONTEXTE, EFFETS DU TERRAIN ET FORCE DES EMOTIONS

Les débats sur l'abolition de la prostitution suscitent des prises de position tranchées et des réactions à forte charge émotionnelle. En témoigne l'exemple de la controverse sur la « pénalisation du client » qui a traversé le champ politique luxembourgeois en 2008, alors que je commençais mon terrain sur la prostitution. C'est la violence *et* de la teneur des débats *et* de leur polarisation qui m'a frappée. J'étais impressionnée par l'injonction récurrente à prendre position dans un débat clivant et je m'interrogeais sur la manière juste de répondre à ces exigences de positionnement (Mayer, 2011). Dans le même temps, j'étais révoltée par l'instrumentalisation politique d'un amalgame qui ignore le plus souvent les conditions de vie et de travail des personnes

exerçant la prostitution. J'étais en colère contre les entrepreneurs de morale qui, pour certains de bonne foi et bien intentionnés, venaient affirmer avec détermination ce qui était bon et nécessaire de faire pour le *bien* des personnes au nom desquelles ils et elles avaient pris fait et cause. J'étais exaspérée par les moyens discursifs (mécanismes de réduction, instrumentalisation du vécu des « survivantes », recours massif au registre émotionnel, etc.) employés pour y parvenir. Mais, de même que le recours aux procédés discursifs classique des paniques morales fait partie de l'anatomie des croisades (Chaumont, 2012a), les entrepreneurs de morale, pour faire le bien d'autrui, s'arrogent le droit de parler *en son nom* et à sa place, et luttent pour l'imposition généralisée de l'adhésion à leur cause (Becker, 1963 ; Mathieu, 2005).

Le choix de travailler, à un niveau empirique, sur la violence *dans* la prostitution a d'abord résulté de ma confrontation avec une violence « révoltante » et « inattendue » et mon propres malaise face à ses manifestations. Surprise et troublée par la récurrence des manifestations de la violence, j'en suis venue à m'interroger sur les ressorts, ses raisons d'être et ses significations en lien avec l'occupation de l'espace et la gestion d'un ordre local. Il y a ainsi eu un effet d'interaction réciproque entre les éléments du contexte et les observations vécues sur le terrain : sur le terrain, j'étais frappée par une expression de la violence qui se plaçait en décalage avec la définition abolitionniste de la prostitution, et l'éclairage du terrain venait apporter une lumière crue sur le contre-champ politique.

Sur le terrain, mon regard s'est porté sur les manifestations les moins attendues *a priori* et une sélection s'est opérée au détriment d'autres manifestations pourtant plus attendues. Ce parti pris m'a été donné à vivre douloureusement en aval du terrain. L'émotion suscitée par un meurtre, événement violent par excellence, est saisissante. Ma douleur est entrée en collision avec la colère et le sentiment de révolte décrits plus haut, et avec l'effort de ne pas reproduire une vision misérabiliste et réductrice de la violence dans la prostitution. Le resurgissement émotionnellement chargé du terrain en aval de l'enquête a eu des manifestations jusque dans l'espace académique (des larmes devant des pairs, l'émotion difficile à contrôler lors d'une présentation), où prévaut la règle implicite du contrôle de ses propres émotions. Toutefois, le retour sur l'enquête passée s'avère riche en enseignements sur l'enquête même (y compris en termes d'effets non contrôlés), sur le processus de production des résultats, mais aussi sur les suspicions qu'elle est susceptible d'éveiller. Car si travailler sur la violence dont les personnes qui exercent la prostitution sont à la fois auteures et victimes n'est pas scientifiquement douteux en soi, ne pas prendre en compte, à mesure égale, la violence à laquelle elles s'exposent peut paraître suspect. D'un point de vue scientifique, et compte tenu du caractère nécessairement situé et partiel (et non partial) de toute entreprise sociologique, la validité d'une analyse ne peut être entamée sous prétexte qu'elle n'englobe pas toutes les facettes d'un phénomène donné. Le fait d'être repositionnée par le vécu

d'une émotion en aval de l'enquête m'a permis de revenir sur mon positionnement et de mettre en lumière les effets du contexte et du terrain sur mes propres émotions. Ainsi, engager (et s'engager dans) un terrain ethnographique implique bien souvent d'être affecté, y compris après-coup : dans une certaine mesure, le terrain n'est pas clos parce qu'on l'a quitté.

BIBLIOGRAPHIE

Howard S. BECKER, *Outsiders. Étude de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985 (1963).

Laure BERENI, « Penser la transversalité des mobilisations féministes : l'espace de la cause des femmes », in Christine BARD (dir.), *Les féministes de la deuxième vague*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, pp. 27-41.

Philippe BOURGOIS, *En quête de respect. Le crack à New York*, Paris, Seuil, 2001 (1995).

Philippe BOURGOIS, Jeff SCHONBERG, *Righteous Dopefiend*, Berkeley, Los Angeles, London, University of California Press, 2009.

Daniel CEFALI (dir.), *L'ethnographie*, Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 2010.

Jean-Michel CHAUMONT, *Le mythe de la traite des blanches. Enquête sur la fabrication d'un fléau*, Paris, La Découverte, 2009.

Jean-Michel CHAUMONT, « Présentation. Entre paniques et croisades : sociologues et claims-makers », Dossier : Paniques et Croisades morales, *Recherches sociologiques et anthropologiques*, vol.43, n°1, 2012 [En ligne]. URL : <http://rsa.revues.org/836>

Jean-Michel CHAUMONT, « Le militant, l'idéologue et le chercheur », *Le Débat*, vol.5, n° 172, 2012, pp. 120-130.

Marion DAVID, « Santé mentale et usage idéologique de l'"état de stress post-traumatique" dans les discours sur la prostitution et la traite », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, vol. 39, n°1, 2008 [En ligne]. URL : <http://rsa.revues.org/410>

Catherine DESCHAMPS, « Clandestinité et partage de territoire. La prostitution de rue à Paris », *Gradhiva*, n° 33, 2003, pp. 103-109.

Catherine DESCHAMPS, *Le sexe et l'argent des trottoirs*, Paris, Hachette, 2006.

Georges DEVEREUX, *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement*, Paris, Aubier, 1980 (1967).

Jeanne FAVRET-SAADA, « Être affecté », *Gradhiva*, n° 8, 1990, pp. 3-9.

Ági FÖLDHÁZI, « Activités prostitutionnelles et gestion des violences : « les risques du métier » », *Genre, sexualité & société*, n°2, 2009 [en ligne]. URL : <http://gss.revues.org/1020>;

Joseph R. GUSFIELD, *La Culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre public*, Paris, Éd. Economica, 2009 (1981).

Helena HIRATA et al. (dir.), *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000.

- Milena JAKŠIĆ, *De la victime-idéale à la victime-coupable. Traite des êtres humains et sociologie des politiques de la pitié*, Thèse de doctorat en sciences sociales, EHESS, Paris, 2011.
- Michel LEIRIS, *L'Afrique fantôme*, Paris, Gallimard, 1981 (1934).
- François LAPLANTINE, *La description ethnographique*, Paris, Nathan, 1996.
- Christine MACHIELS, *Les féminismes et la prostitution (1860-1960)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2016.
- Lilian MATHIEU, « L'espace de la prostitution », *Sociétés contemporaines*, n°38, 2000, pp. 99-116.
- Lilian MATHIEU, « Quand « la peur devient une existence » : sur la place de la violence dans le monde de la prostitution », *L'homme et la société*, vol. 1, n° 143-144, 2002, pp. 47-63.
- Lilian MATHIEU, « Repères pour une sociologie des croisades morales », *Déviance et Société*, n°1, vol. 29, 2005, pp. 3-12.
- Lilian MATHIEU, *La fin du Tapin. Sociologie de la croisade pour une abolition de la prostitution*, Lormont, Editions François Bourin, 2014.
- Amélie MAUGERE, *Les politiques de la prostitution. Du Moyen Age au XXIe siècle*, Paris, Dalloz, 2009.
- Sibylla MAYER, « Enquêter sur la prostitution de rue... De quelques enjeux qui engagent une prise de position du chercheur », *Pensée Plurielle*, vol. 2, n° 27, 2011, pp. 11-27.
- Sibylla MAYER, *Lieux de prostitution. Une analyse sociologique de la prostitution de rue à Luxembourg*, Thèse de doctorat, Université Paris Ouest Nanterre & Université du Luxembourg, 2012.
- Sibylla MAYER, « Zone de tolérance. La mobilisation des prostituées contre le déplacement des lieux de prostitution à Luxembourg », *Géographie et cultures*, n° 95, 2015, pp. 73-97.
- Stéphanie PRYEN, *Stigmate et métier. Une approche sociologique de la prostitution de rue à Lille*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1999.
- Colette PARENT et Chris BRUCKERT, « Le travail du sexe dans les établissements de services érotiques : une forme de travail marginalisé », *Déviance et Société*, 1, vol. 29, 2005, pp. 33-53.
- Renato ROSALDO, *Culture and Truth The Remaking of Social Analysis. (With a New Introduction)*, Boston, Beacon Press, 1993 (1989).
- Michela VILLANI *et al.*, « Les émotions au travail (scientifique) : enjeux éthiques et stratégies méthodologiques d'une enquête en terrain intime », *Genre, sexualité & société*, n°12, 2014 [En ligne]. URL : <http://gss.revues.org/3333>
- Ronald WEITZER, « The Social Construction of Sex Trafficking: Ideology and Institutionalization of a Moral Crusade », *Politics & Society*, n°35, 2007, pp. 447-475.
- Ronald WEITZER, « The Mythology of Prostitution : Advocacy Research and Public Policy », *Sexuality Research and Social Policy*, vol. 7, n°1, 2010, pp. 15-29.
- Daniel WELZER-LANG, Odette BARBOSA, Lilian MATHIEU, *Prostitution, les uns, les unes et les autres*, Paris, Métailié, 1994.

RÉSUMÉ : Dans cet article, je prends pour objet une enquête passée, menée sur la prostitution de rue. Partant du vécu d'une émotion forte en aval de la recherche, après la sortie du terrain et après la discussion des résultats, je m'interroge sur la place des émotions dans l'enquête, en particulier en lien avec l'ethnographie de la violence dans la prostitution. En revenant sur le meurtre d'une personne connue sur le terrain et sur ce que cet événement a suscité en termes de retour sur ma démarche, je montre notamment que les émotions agissent en modifiant notre vécu, y compris en aval du terrain, nous permettant de revenir sur notre positionnement face à l'objet de recherche.

MOTS-CLÉS : enquête de terrain, prostitution, violence, abolitionnisme, émotions, repositionnement.